TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

juin 2018

Un agenda libéral assumé

Le gouvernement de coalition ÖVP-FPÖ dirigé par le Chancelier Kurz peut se targuer d'avoir fait adopter, avant la pause estivale des travaux parlementaires, plusieurs textes et mesures« pro-business » annoncés dans le programme de coalition.

Le gouvernement a fait adopter par sa majorité parlementaire avec l'appui des libéraux NEOS, la loi de ratification de l'accord de partenariat entre l'UE et le Canada -CETA- le 20 juin dernier. Cet accord de libre-échange était pourtant controversé dans les rangs de l'allié FPÖ qui avait néanmoins dû y consentir pour prix de sa participation au gouvernement. Le Parlement a également voté les différents textes relatifs aux allègements de charges et déductions fiscales notamment en faveur des familles (bonus plus) qui se traduira par un allégement d'impôt de 1 500 EUR par enfant à partir de 2019 pour les contribuables imposables, assorti d'un chèque pour les familles en dessous du seuil d'imposition.

Enfin, dernière mesure phare adoptée en un temps record, la loi sur la flexibilisation du temps du travail qui étend à 12 heures par jour et à 60 heures par semaine la durée maximale autorisée du travail sur la base du volontariat. Selon les analystes, cette pratique était déjà rendue possible par accords d'entreprises sur les horaires variables, mais supposait une consultation du comité d'entreprise, formalité qui ne semble plus de mise dans le régime actuel qui devrait entrer en vigueur au 1er septembre. Les syndicats, qui y voient outre le recul des droits des salariés une atteinte à leurs prérogatives et au partenariat social, promettent des mouvements sociaux à la rentrée.

Plusieurs autres projets législatifs visant à faciliter le cadre des affaires sont en chantier : simplification de la réglementation, facilitation des décisions pour les grands projets. Le gouvernement examine enfin la possibilité d'introduire dans la Constitution une référence à l'attractivité et à la compétitivité économique pour l'élever au même rang que la protection de l'environnement. Ce sujet, déjà déposé au Parlement en mars, reste épineux car son adoption nécessite une majorité des deux tiers et pourrait être transformé en simple loi, sans référence constitutionnelle.

Situation économique et financière 2

- ***Evolution des indicateurs et prévisions*** 2
  - *Trajectoire de croissance inchangée en 2018 ; un tassement est prévu pour 2019 et 2020* 2
  - *Croissance du volume pour les crédits ERP en 2017* 3
  - *Baisse de l'attractivité de l'Autriche pour les investisseurs étrangers en 2017* 3
  - *Hausse des prix : L'IPCH se fixe à 2,1 % en mai* 4
- ***Echanges*** 4
  - *Après deux ans de dégradation, le déficit commercial s'améliore de 1 Mrd EUR au T1 2018* 4
  - *L'accord CETA a été adopté par le parlement autrichien* 5
  - *Dynamisme des relations bilatérales austro-russes en 2017* 5
  - *Intensification des relations économiques entre l'AT et les pays du groupe de Višegrad en 2017* 6

Politique économique et sociale 6

- ***L'emploi*** 6
  - *Flexibilisation du temps de travail : le cavalier seul du gouvernement* 6
  - *Malgré la pression migratoire, le marché de l'emploi maintient le cap* 7
- ***Questions sociales*** 8
  - *Harmonisation des prestations des caisses de sécurité sociale* 8

Questions sectorielles 8

- ***Services financiers*** 8
  - *Vers la fin de la hausse boursière ?* 8
  - *La FMA annonce un nouveau versement aux créanciers de Heta à hauteur de 2,4 Mrd EUR* 9
- ***Industrie*** 9
  - *La valeur des participations de l'Etat a augmenté de 44 % en 2017* 9
  - *Forte croissance du chiffre d'affaires pour les entreprises autrichiennes* 9
  - *Kapsch TrafficCom prévoit d'augmenter son CA en Afrique* 10
  - *Recul du chiffre d'affaires pour le traiteur Do&Co* 10
  - *Les enseignes d'ameublement Kika/Leiner évitent la faillite* 10
  - *Année record pour voestalpine malgré la politique protectionniste des Etats-Unis* 11
- ***Transports*** 11
  - *L'agence pour les droits de passagers se félicite d'un taux de résolution de 86 %* 11
- ***Tourisme*** 11
  - *Renforcement de la protection du consommateur* 11

Annexe 12

Haut du document

Situation économique et financière

Evolution des indicateurs et prévisions

Trajectoire de croissance inchangée en 2018 ; un tassement est prévu pour 2019 et 2020

Après avoir clôturé l'année 2017 sur une forte croissance du PIB de 3,0 %, l'économie du pays alpin poursuit sa progression lors des premiers mois de cette année sur le même rythme. C'est que confirme la Banque nationale d'Autriche (OeNB) dans ses prévisions de juin : le PIB devrait croître en 2018 de 3,1 % avant de décélérer à +2,1 % en 2019 et à +1,7 % en 2020. Le haut du cycle conjoncturel est donc atteint et dépassé. Par rapport aux prévisions de décembre, les experts de l'OeNB ont revu leurs estimations à la hausse de 0,3 point pour 2018. Toutefois, ils constatent également une perte du dynamisme du commerce extérieur,

les exportations (biens et services) ne devant progresser que de 4,9 % en 2018 (2017 : +5,6 %), et de +4,2 % en 2019 et +3,9 % en 2020. Elles restent cependant robustes. Dans la période sous revue, les importations devraient se replier très légèrement, passant de +3,8 % en 2018 à +3,6 % en 2019 et 2020, alors qu'elles avaient augmenté de 4,8 % en 2017. L'investissement, qui a atteint une hausse de +4,9 % en 2017, se tasserait sensiblement avec une augmentation de +3,5 % en 2018 puis un repli plus marqué à +2,3 % en 2019 et +2,0 % en 2020. En termes de demande domestique, la consommation des ménages, deuxième pilier de la croissance après les exportations, reste soutenue à +1,5 % en 2018, puis afficherait un léger recul à 1,4 % et 1,3 % en 2019 et 2020. La demande publique, alors qu'elle ne progressa que de 1,2 % en 2017, devrait bondir à +1,9 % en 2018 en raison des mesures prises par le gouvernement précédentes et dont l'effet reste entier, puis se tasser à +1,4 % en 2019 et +1,2 % en 2020. Sur le marché du travail, le chômage devrait continuer de reculer pour s'établir à 5,0 % en 2018 (-0,5 point par rapport à 2017) puis se stabiliserait à 4,9 % les années suivantes. Le taux d'emploi progresserait de +2,2 % en 2018, puis de seulement +1,4 % en 2019 et +1,1 % en 2020. L'inflation resterait en Autriche toujours supérieure à la moyenne européenne avec un IPCH égal à celui constaté en 2017, à +2,2 % qui reculerait légèrement aux alentours de +2,0 en 2019 et 2020. Lors de la conférence trimestrielle sur les prévisions macroéconomiques, les deux instituts de conjoncture Wifo et IHS ont confirmé la bonne santé de l'économie autrichienne, ils estiment la croissance du PIB à 3,2 % pour 2018 et +2,2 % pour 2019. Toutefois, le dynamisme devrait perdre de sa vigueur au cours du second semestre 2018 et resterait soumis à de nombreuses incertitudes dues à la sortie du Royaume-Uni de l'EU, à la politique commerciale états-unienne et les dissensions récentes entre Etats membres de l'UE.

Croissance du volume pour les crédits ERP en 2017

Le fonds d'Etat ERP (*European Recovery Program*, fondé en 1962 à l'aide des moyens du plan Marshall) a pour objectif de subventionner les investissements des entreprises autrichiennes (PME notamment). Au mois de juin, le gouvernement a présenté les rapports sur l'activité du fonds pour les deux années passées au Parlement. En 2016, le volume des crédits ERP avait atteint 494 MEUR déclenchant des investissements à hauteur de 731 MEUR et la création de 1 586 emplois. Pour 2017, on constate une nette reprise de l'activité avec un volume des crédits de 592 MEUR déclenchant des investissements à hauteur de 897 MEUR et la création de 2 200 emplois. Ces chiffres restent pourtant sous le niveau de l'année 2013 qui a vu un volume de 600 MEUR pour des investissements à 1,1 Mrd EUR et 2 300 emplois.

Baisse de l'attractivité de l'Autriche pour les investisseurs étrangers en 2017

Selon le rapport annuel du cabinet d'audit *EY* portant sur l'attractivité de l'Europe vis-à-vis des investisseurs étrangers (intra et extra européens), l'Europe semble attirer de plus en plus les investisseurs étrangers, le nombre de projets d'investissement atteignant le niveau record de 6653 projets en 2017 (+11 % par rapport à 2016). Pour autant l'Autriche ne bénéficierait pas de cet élan, avec seulement 40 projets en 2017, soit une baisse de -18 % par rapport à l'année précédente. Elle se place ainsi à la 25ème position dans le classement des pays européens les plus attractifs, la tête du classement étant occupée par la Grande-Bretagne (1 138 projets), suivie de l'Allemagne (1 124 projets) et de la France (1 019 projets) dont il faut souligner la forte progression par rapport à 2016 (+31 %). Selon le cabinet, les projets

d'IDE ont créé dans la république alpine environ 3 000 nouveaux emplois en 2017 (plus de 50 000 en Grande-Bretagne, plus de 25 000 en France). Même si en moyenne la tendance est à la hausse depuis quelques années, l'Autriche n'a pas retrouvé le niveau d'attractivité qu'elle avait en 2008 où elle avait attiré 64 nouveaux projets d'investissement étrangers. En revanche les projets d'investissement des entreprises autrichiennes au sein de l'UE (hors Autriche) atteignent encore un niveau record cette année, soit 140 projets d'IDE, créant ainsi 7 624 nouveaux emplois à l'étranger. En 2017 les entreprises autrichiennes ont investi en grande majorité en Allemagne (55 projets), en Grande-Bretagne (13 projets), en Hongrie (10 projets) et en France (9 projets). Les plus gros investisseurs étrangers en Autriche sont les Allemands (15 projets, en recul de 17 %), les Néerlandais (4 projets, +33 %), les Suisses, les Américains et les Britanniques arrivant en 3ème position à égalité avec 4 nouveaux projets d'investissement chacun. Les investissements en AT se sont concentrés principalement dans la production (10) et la R&D (10).

Hausse des prix : L'IPCH se fixe à 2,1 % en mai

Selon l'enquête mensuelle réalisée par l'institut autrichien, les prix ont augmenté en mai de 2,1 % en valeur harmonisée. La progression des prix des produits pétroliers a été déterminante dans cette hausse et influe bien évidemment l'évolution des prix des transports (+3,2 %). Les dépenses pour le logement augmentent de 2,2 % en glissement annuel, les loyers pesant lourdement avec une hausse de 3,8 %. L'envolée des prix du fuel domestique (+20,8 %) tire vers le haut les prix de l'énergie liée au logement sauf ceux de l'électricité, en recul de -0,2 % et du gaz (-5,9 %). Les dépenses liées à la restauration et l'hôtellerie progressent de 3,4 % en moyenne (prestations de restauration : +3,2 % ; prestations d'hébergement : +4,4 %). L'alimentation et les boissons non alcoolisées augmentent de 1,9 % en moyenne, portés par les prix du lait (+2,2 %). Dans le secteur des loisirs et de la culture, les prix ont affiché une légère hausse de 0,6 %. En revanche, les prix des communications baissent significativement de 4,2 %, emportés par la chute des prix de la téléphonie mobile (-11,2 %). En glissement annuel, le panier quotidien de la ménagère affiche une progression de 3,8 %, le prix du panier hebdomadaire augmente de 4,4 % par rapport à mai 2017.

Echanges

Après deux ans de dégradation, le déficit commercial s'améliore de 1 Mrd EUR au T1 2018

Selon les résultats provisoires pour le premier trimestre 2018 fournis par Statistik Austria, les importations de l'Autriche ont augmenté de 1,9 % pour s'établir à 38,1 Mrd EUR. Les exportations quant à elles ont progressé de 4,8 % à 37,2 Mrd EUR. Le déficit commercial des échanges de biens s'est rétréci à 0,9 Mrd EUR comparé à 1,9 Mrd EUR pour le premier trimestre 2017. Les importations de l'Autriche en provenance de l'Union européenne atteignent 26,9 Mrd EUR ce qui représente une augmentation de 5,1 % en glissement annuel. La valeur des biens exportés dans l'UE s'élève à 26,3 Mrd EUR soit une augmentation de 3,8 %. L'Autriche affiche par conséquent un déficit dans le commerce avec l'Union européenne de 0,6 Mrd EUR après 0,25 Mrd EUR au premier trimestre 2017. En revanche, les importations de l'Autriche en provenance des pays tiers ont reculé de 5,0 % à 11,2 Mrd EUR et les exportations ont augmenté de 7,5 % à 10,9 Mrd EUR. Cette progression est notamment due aux exportations autrichiennes vers les Etats-Unis (2,5 Mrd EUR, +3,7 %), la Suisse (1,8 Mrd EUR, +10,8 %) et la Chine (0,9 Mrd EUR, +10,9 %). S'agissant

du commerce bilatéral entre la France et l'Autriche, les exportations françaises vers l'Autriche ont reculé de 1,8 % au premier trimestre 2018, selon les données des Douanes françaises. On note notamment un recul de 13,7 % des exportations de matériels de transport. Les importations de la France en provenance de l'Autriche ont reculé de 21,9 % en raison de la baisse des importations de produits pharmaceutiques à hauteur de 55,2 %. Le déficit commercial de la France avec l'Autriche s'est élevé à 0,63 Mrd EUR fin mars 2018 après un déficit de 1,1 Mrd EUR pour le premier trimestre 2017. Par ailleurs, *Statistik Austria* vient de publier les résultats définitifs du commerce extérieur pour l'année 2017 : le déficit de la balance commerciale autrichienne a atteint 5,6 Mrd EUR en 2017 contre -4,5 Mrd EUR en 2016 et –2 Mrd EUR en 2015. Les exportations sont en hausse de 8,2 % à 141,9 Mrd EUR, les importations progressant de 8,8 % à 147,5 Mrd EUR.

L'accord CETA a été adopté par le parlement autrichien

L'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (CETA) a été adopté mi-juin par la chambre basse du parlement grâce aux votes des partis conservateur (ÖVP), de droite populiste (FPÖ) et de droite libérale (NEOS). Le 15 février 2017, les députés européens avaient voté en session plénière en faveur de l'accord signé fin octobre 2016 au terme de treize ans de négociations. S'agissant des 18 eurodéputés autrichiens, douze députés avaient voté contre (sociaux-démocrates, populistes de droite, les Verts) et six avaient approuvé l'accord (ÖVP et NEOS). S'agissant du commerce bilatéral entre l'Autriche et le Canada, le volume des échanges a atteint 1,5 Mrd EUR en 2017 après 1,3 Mrd EUR en 2016, le pays alpin affichant un excédent de 700 MEUR (2016 : 650 MEUR). Les exportations de l'Autriche vers le Canada se sont élevées à 1,1 Mrd EUR soit 0,8 % des exportations autrichiennes, des moteurs et des pièces de moteurs étant le poste le plus important (14,4 %) suivis par les véhicules (10,9 %) et les machines-outils (9,3 %). Lors de la session parlementaire, la ministre du Numérique et de l'Economie, Mme Margarete Schramböck (conservatrice), a fait savoir que le nombre d'exportateurs s'élève à 1 400. De plus, les entreprises canadiennes présentes en Autriche, comme Magna et Bombardier, qui y avaient créé 20 000 emplois, profiteraient de l'accord entre les deux pays.

Dynamisme des relations bilatérales austro-russes en 2017

Après sa visite en juin 2014, le président russe Vladimir Poutine s'est rendu à Vienne le 5 juin 2018 pour une visite de travail avec le Président fédéral Alexander Van der Bellen et le Chancelier Kurz. A cette occasion était fêté le 50ème anniversaire de la signature des contrats de fourniture de gaz datant du 1er juin 1968, contrat qui a été prolongé jusqu'en 2040. L'énergie est au cœur de la relation austro-russe : selon l'agence internationale de l'énergie, en 2016, 50 % des importations de gaz et 12,5 % des importations de pétrole proviennent de Russie. La Russie est ainsi le 1er fournisseur de gaz et le 3ème fournisseur de pétrole de la république alpine derrière le Kazakhstan et la Lybie. La nature des investissements russes en Autriche, concentrés dans le secteur énergétique, souligne cet aspect de la relation bilatérale. Depuis 2014 la Russie est le 2ème investisseur en Autriche, après l'Allemagne, atteignant 27 Mrd EUR en termes de stock d'IDE en 2017. Sont présentes les sociétés pétrolières russes telles que *Gazprom* ou encore *Lukoil*, qui, après avoir racheté la branche lubrifiant d'OMV en 2013, a injecté 6,2 Mrd EUR de capital dans sa nouvelle filiale en 2017. Les Russes sont également présents dans le secteur du tourisme et dans le secteur bancaire, notamment à travers la banque russe *Sberbank* qui est présente en Autriche depuis 2012 grâce au rachat

de *Volksbank International* (réseau des banques populaires) et dont Vienne est le siège d'Europe centrale et orientale. Parallèlement, la Russie est une terre d'investissement importante pour les entreprises autrichiennes qui y ont investi en 2017 6,9 Mrd EUR (+1,2 Mrd EUR par rapport à 2016). La WKO estime à 700 les entreprises autrichiennes présentes en Russie dont *Agrana*, *EVN*, *Magna*, *Mayr-Melnhof*, *OMV*, *Raiffeisen*, *Voestalpine*, *Wienerberger*. La visite du Président Poutine a également été l'occasion de réunir le Conseil d'entreprise austro-russe, fondé en 2007 réunissant 700 entreprises des deux pays. M. Harald Mahrer, le nouveau président de la Chambre économique fédérale (WKO), a salué *« les excellentes relations diplomatiques, touristiques, culturelles, sportives et surtout économiques »* entre l'Autriche et la Russie et insisté sur le rôle de *« constructeurs de ponts »* entre l'UE et la Russie qui incombe aux hommes d'affaires des deux pays. En 2017 commerce, tourisme et investissements sont repartis à la hausse, après un ralentissement imputable entre autres aux sanctions imposées à la Russie en 2014. L'institut de recherche économique WIFO a estimé qu'entre 2014 et 2016, les exportations autrichiennes en direction de la Russie ont baissé de 9,5 % en raison des sanctions, représentant une perte de 1 Mrd EUR. En 2017, on observe un regain des échanges avec une augmentation des exportations (+16,1 %) et des importations (+15,1 %) sans toutefois que l'Autriche ne retrouve sa position excédentaire observée en 2013.

Intensification des relations économiques entre l'AT et les pays du groupe de Višegrad en 2017

Peu de temps après que le Chancelier Kurz se soit rendu en Hongrie le 21 juin dernier à l'occasion du sommet de Višegrad, le think-tank autrichien WIIW (*Wiener Institut für internationale Wirtschaftsvergleiche*), spécialisé dans les pays de l'Est, a publié son rapport annuel sur l'état de l'économie dans les PECO et leurs relations avec l'Autriche, et souligne notamment le dynamisme des relations économiques bilatérales (commerce, investissement, tourisme) du pays alpin avec les pays du groupe du Višegrad. L'Autriche est parmi les investisseurs les plus importants dans les quatre pays de Višegrad qui représentent au total 16,6 % des stocks d'IDE autrichiens en 2017 (+9,8 %) par rapport à 2016. En Slovaquie, l'Autriche arrive en 2ème position avec plus de 6 Mrd EUR d'investissements et plus de 14 Mrd EUR en République tchèque. En Hongrie, l'Autriche est le 3ème plus gros investisseur avec environ 13 Mrd EUR et le 8ème en Pologne avec plus de 6 Mrd EUR. Le lien étroit entre l'Autriche et les quatre États du groupe de Višegrad est également évident du point de vue du commerce extérieur : en 2017, les exportations autrichiennes vers le groupe de Višegrad ont augmenté de +1,5 Mrd EUR pour atteindre environ 17 Mrd EUR, soit 12,2 % des exportations autrichiennes dans le monde. La République Tchèque, la Hongrie et la Pologne sont respectivement le 6ème ,7ème et 8ème plus gros client de l'Autriche en 2017 (Slovaquie 12ème).

Haut du document

Politique économique et sociale

L'emploi

Flexibilisation du temps de travail : le cavalier seul du gouvernement

Comme annoncé dans le programme de coalition, le gouvernement a déposé le 14 juin, par l'intermédiaire de deux députés conservateur (ÖVP) et de droite populiste (FPÖ), un projet de loi réformant le temps de travail en Autriche. Alors que le temps de travail quotidien normal ne doit pas évoluer, ni même la durée normale de travail hebdomadaire, le projet

prévoit d'apporter plus de flexibilité dans l'usage des durées maximales journalière et hebdomadaire. Si les accords actuellement en vigueur et conclus par les partenaires sociaux permettent déjà d'étendre la durée maximale quotidienne à 12 heures et à 60 heures sur la semaine (au maximum pendant 24 semaines par an ; après 8 semaines, 2 semaines sans heures supplémentaires), l'allongement ne peut se faire sans l'aval des représentants du personnel, requiert l'autorisation de la médecine du travail et ouvre le droit au paiement d'heures supplémentaires. Or, la principale innovation dans ce projet gouvernemental résiderait dans le fait que chaque salarié serait en droit de refuser l'extension du temps de travail, rendant ainsi la consultation et l'accord des représentants du personnel obsolètes. Par ailleurs, en faisant déposer le projet de loi par des députés de la majorité, le gouvernement a contourné ainsi la procédure de consultation préalable, usuelle dans un domaine aussi sensible, et a pris ainsi à contrepied le partenariat social, en particulier la confédération syndicale et la chambre du travail. Le projet de loi, combattu par les syndicats et le parti social-démocrate SPÖ, a été amendé au cours de la discussion parlementaire pour y inscrire le volontariat qui ne devait initialement figurer que dans l'exposé des motifs. La période d'observation pour le calcul de la durée moyenne hebdomadaire serait de 17 semaines, cette durée moyenne ne devant pas dépasser 48 heures de travail. Les organisations syndicales mettent en avant leur refus catégorique, soulignant d'une part le risque accru d'accidents du travail ou sur le trajet travail-domicile, l'insuffisance des structures d'accueil des enfants, et d'autre part l'abrogation des heures supplémentaires pour plus d'un million de salariés concernés par un dispositif d'horaires variables. Un autre changement prévu par le projet dispose que le temps de repos entre deux périodes de travail serait, dans le secteur du tourisme, ramené de 11 heures à 8 heures. Actuellement, les experts n'ont pas réussi à s'entendre quant à une éventuelle remise en cause du paiement des heures supplémentaires ou la validité des accords d'entreprises et de branches déjà conclus, ce qui laisse présager de futurs contentieux juridiques. Le 30 juin, en réaction au projet de flexibilisation, la confédération syndicale ÖGB et la chambre du Travail (AK) ont appelé à manifester réunissant entre 80 000 et 100 000 personnes. Le projet législatif a été adopté le 5 juillet par la chambre basse du Parlement (voix des députés de la majorité et des libéraux NEOS) et sera soumis au Bundesrat le 12 juillet avant la pause estivale.

Cette adoption ouvre la voie à une entrée en vigueur dès le 1er septembre 2018. Les syndicats ont promis des mouvements sociaux à la rentrée alors que le chef du SPÖ s'est engagé à faire de sa révision une condition de toute participation à une future coalition.

En 2017, l'institut autrichien de la Statistique a recensé plus de 6,9 milliards d'heures travaillées dont 249,6 millions d'heures supplémentaires. La durée moyenne hebdomadaire de travail était de 36,5 heures. Cette moyenne prend en compte le temps partiel qui concerne 28,7 % de la population active.

Malgré la pression migratoire, le marché de l'emploi maintient le cap

L'institut autrichien de la Statistique a publié les derniers chiffres relatifs au marché de l'emploi en Autriche au cours du T1 2018 : le bilan est largement positif en cette phase de haut de cycle conjoncturel. La population active représentait plus de 4,2 millions de personnes ; près de 235 000 étaient en situation de chômage, soit un taux de 5,3 % en données eurostat. C'est donc un recul de 0,7 point en glissement annuel. Parallèlement, le nombre de salariés a progressé de 72 200 personnes, dont 67 200 en emploi à temps plein.

Les emplois à temps partiels ne progressent que légèrement. Alors que les statisticiens dénombraient au T1 2017 presque 87 000 postes à pourvoir, fin mars 2018, leur nombre atteignait déjà 115 400. Le taux de vacance atteint 2,8 % (2,3 % au T4 2017, et 2,2 % au T1 2017). Le taux d'emploi se fixe à 72 %, celui des seniors (55-64 ans), particulièrement concernés par le chômage de longue durée a atteint 53,4 %. Le taux d'emploi à temps partiel est de 29,2 % en très légère baisse par rapport au T1 2017 (-0,2 point). Du côté des demandeurs d'emploi, si le taux au T1 2018 atteignait 5,3 % (données eurostat), les travailleurs étrangers sont les plus touchés avec un taux de 10,9 %, à comparer aux chômeurs de nationalité autrichienne dont le taux se fixe à 4,1 %. Dans une étude publiée en juin, l'OCDE a pu établir que l'Autriche verra son nombre de chômeurs augmenter jusqu'en 2020 en raison de la pression des flux migratoires. En termes d'impact sur le marché de l'emploi, la république alpine serait, selon l'organisme international, le deuxième pays européen le plus exposé avec 2 537 demandeurs d'asile par million d'habitants (chiffres 2017, Grèce : 5 109 demandeurs/million d'habitants) et afficherait la plus forte progression en termes d'accueil de jeunes hommes peu ou pas formés.

Questions sociales

Harmonisation des prestations des caisses de sécurité sociale

Le processus d'harmonisation déjà engagé sous le gouvernement de coalition précédent qui alliait les conservateurs du Chancelier actuel Sebastian Kurz aux sociaux-démocrates de l'ex-Chancelier Christian Kern, vient d'arriver à son terme : toutes les différences de prestation entre les caisses régionales d'assurance maladie ont été gommées et ainsi disparait un des principaux arguments du gouvernement actuel pour mener à bien sa réforme de la sécurité sociale autrichienne (voir notre veille de mai). Sous l'impulsion du président de l'organisme faîtier des caisses régionales, M. Biach, qui a pris ses fonctions en 2017, une des recommandations émises par la London School of Economics, suite à une étude commandée par le ministre des affaires sociales précédent, a été mise en application. Seules les caisses de sécurité sociale de branche (Fonction publique, cheminots, secteur agricole, commerce et artisanat) n'ont pas intégré cette harmonisation. L'harmonisation entre les caisses régionales aura un impact de 84 MEUR, de nombreuses prestations ayant été nivelées par le haut. Si les caisses de branche s'étaient associées à la mise en application de la recommandation, le coût de la mesure aurait atteint 1 Mrd EUR pour une harmonisation à 100 % du meilleur tarif, ou 400 MEUR pour un nivellement à 70 % du meilleur tarif. Une des nouvelles avancées est la prise en charge dorénavant intégrale des soins d'hygiène bucco-dentaire pour les enfants de 10 à 18 ans (une fois par an). Lors d'une question parlementaire, la Ministre Hartinger-Klein, en charge des affaires sociales et de la Santé, a finalement affirmé ne pas vouloir remettre en cause l'autonomie de gestion des caisses de sécurité sociale.

Haut du document

Questions sectorielles

Services financiers

Vers la fin de la hausse boursière ?

Après trois années de hausse à la bourse de Vienne (2015 : +10,9 %, 2016 : +9,2 %, 2017 : +30,6 %), l'indice ATX a reculé de 4,8 % au premier semestre 2018 contre une hausse de 19 % au premier semestre 2017. La différence de variations pour les 20 entreprises de l'indice ATX est comprise entre + 37 % pour l'énergéticien *Verbund* et -32 % pour le

fabricant de semi-conducteurs *AT&S*. Des augmentations sont également affichées par l'entreprise pétrolière *Schoeller-Bleckmann* (+21 %), les groupes immobiliers *CA Immo* (+10 %) et *S Immo* (+3 %), le fabricant de briques et investisseur en France *Wienerberger* (+6 %), *Österreichische Post* (+4 %) et la société de BTP *Porr* (+3 %). Les performances négatives les plus importantes ont été enregistrées par le sidérurgiste *voestalpine* (-20 %), la banque *RBI* (-12 %), l'assureur *Uniqa* (-10 %) et la banque *BawagPSK* (-10 %). Selon les analystes, la bourse de Vienne souffre actuellement des incertitudes géopolitiques.

La FMA annonce un nouveau versement aux créanciers de Heta à hauteur de 2,4 Mrd EUR

En 2017, la structure de défaisance de l'ancienne banque *Hypo Alpe-Adria*, *Heta Asset Resolution*, avait pu diminuer son total de bilan de 2,2 Mrd EUR en 2017 pour atteindre 1,5 Mrd EUR soit une réduction des actifs à hauteur de 80 % depuis sa création en 2014. Le bon déroulement des ventes avait permis de verser par anticipation 5,8 Mrd EUR aux créanciers en juillet 2017. En juin 2018, l'autorité de surveillance des marchés financiers (FMA, *Finanzmarktaufsicht*), désignée comme autorité de résolution, a décidé un versement supplémentaire à hauteur de 2,4 Mrd EUR pour le mois de juillet ce qui porte le montant versé par anticipation aux créanciers à 8,2 Mrd EUR. Après ce versement, la trésorerie de *Heta* s'élèvera à 1,4 Mrd EUR. En revanche, la cour d'appel de Munich a décidé le 25 juin que le contentieux juridique entre l'Autriche et la Bavière au sujet de la banque *Hypo Alpe-Adria* et son ancienne maison-mère *Bayern-LB* ne pourrait être réglé qu'après l'achèvement de la résolution de la banque par la FMA. Cette décision pourrait avoir des répercussions sur les finances de l'Autriche car pour 2019 des recettes à hauteur de 1,2 Mrd EUR ont été budgétées sous le titre de l'accord à l'amiable avec la Bavière (*Bayern-Vergleich).*

Industrie

La valeur des participations de l'Etat a augmenté de 44 % en 2017

La holding des participations de l'Etat *ÖBIB (Österreichische Bundes- und Industriebeteiligungen GmbH)* placée sous la tutelle directe du ministre des Finances a augmenté en 2017 la valeur de ses participations de 44 % à 8,4 Mrd EUR. Le portefeuille des participations reste inchangé : l'entreprise pétrolière et gazière *OMV* (31,5 % du capital social), *Telekom Austria* (28,4 %), *Post AG* (52,8 %), *Casinos Austria* (33,2 %) la société des participations immobilières et industrielles *IMIB Immobilien- und Industriebeteiligungen GmbH* (100 %), la société des mines *GKB Bergbau GmbH* (100 %), *Schoeller Bleckmann GmbH* (100 %) présent dans la gestion immobilière et la caisse de pensions *APK Pensionskasse AG* (32,5 %). Les dividendes versés à l'Etat ont atteint 181 MEUR. Le ministre des Finances, M. Hartwig Löger a annoncé vouloir présenter un nouveau concept pour l'ÖBIB d'ici la fin de l'année. Le contrat de Mme Martha Oberndorfer qui était à la tête de l'ÖBIB depuis juin 2015 étant arrivé à son terme, un nouveau directeur sera nommé. Entretemps, M. Walter Jöstl assure l'intérim.

Forte croissance du chiffre d'affaires pour les entreprises autrichiennes

Avec un chiffre d'affaires de 22,4 Mrd EUR (+6,2 %) en 2017, le plus important distributeur automobile d'Europe, *Porsche Holding*, filiale à 100 % du groupe Volkswagen qui a son siège à Salzbourg, défend sa 1ère place obtenue l'année dernière dans le classement par CA en Autriche établi par le magazine « trend ». L'entreprise pétrolière et gazière *OMV* qui occupait la 1ère place jusqu'en 2015 a pu augmenter son CA de 5 % pour atteindre 20,2 Mrd EUR. L'entreprise de construction *Strabag* gagne une place avec un CA de

14,6 Mrd EUR (+8,4 %). Elle est suivie par le groupe de grande distribution *REWE (Billa, Merkur, Penny, BIPA, ADEG, AGM)* qui affiche un CA de 13,3 Mrd EUR et reste l'employeur le plus important du Top 10 par CA avec 82 000 personnes. Le sidérurgiste *voestalpine* affiche l'augmentation la plus importante de son CA (+14,2 %) pour atteindre 12,9 Mrd EUR. Malgré une croissance de 7,4 % de CA, le groupe de grande distribution *Spar* perd trois places (10,2 Mrd EUR). *Benteler International*, Salzbourg, présent dans la sous-traitance automobile se classe 7ème, comme l'année dernière avec 7,8 Mrd EUR (+5,8 %) suivi par le fournisseur de solutions innovantes dans le domaine des polyoléfines et des produits chimiques de base *Borealis* avec 7,5 Mrd EUR (+4,8 %). Le groupe automobile BMW qui dispose à Steyr (Haute-Autriche) de son plus grand site de production de moteurs avec une capacité de 1,3 million de moteurs par an, et le groupe papetier *Mondi* complètent le Top 10 avec un CA de 7,1 Mrd EUR et 7,0 Mrd EUR respectivement. Au total, le CA des 500 entreprises listées atteint 459 Mrd EUR soit une augmentation de 8,3 %. Parallèlement, le nombre d'employés a progressé de 8,1 %.

Kapsch TrafficCom prévoit d'augmenter son CA en Afrique

Après le résultat record pour l'exercice 2016/17 à hauteur de 42,7 MEUR, le bénéfice net du fournisseur de système de péage électronique *Kapsch TrafficCom* recule de 34,3 % au cours de l'exercice 2017/18 en raison notamment des effets de change en USD et en ZAR (rand sud-africain) pour atteindre 28 MEUR. En revanche, le chiffre d'affaires a augmenté de 6,9 % à 693,3 MEUR. Le dividende reste inchangé à 1,5 EUR par action. Pour le CEO M. Georg Kapsch, également président de la Fédération des industriels, l'Afrique est le continent de l'avenir. Après l'Afrique du Sud, *Kapsch TrafficCom* est en train d'étendre ses activités à la République de Zambie. Le contrat conclu avec le gouvernement zambien porte sur la planification, la création et l'opération de systèmes et de solutions pour la gestion du trafic, le contrôle de vitesse et l'enregistrement de véhicules. L'objectif est d'augmenter le chiffre d'affaires d'environ 100 MEUR au cours des trois premières années de l'activité.

Recul du chiffre d'affaires pour le traiteur Do&Co

Le traiteur *Do&Co* qui avait repris l'entreprise d'épicerie de luxe française *Hédiard* en 2014 et qui a assuré le catering dans le cadre de l'Euro 2016 en France, a vu un recul de son CA mais une augmentation de ses bénéfices. Au cours de l'exercice 2017/18 du 1er avril 2017 au 30 mars 2018, le CA a diminué de 5,7 % pour atteindre 861,4 MEUR. Ce développement s'explique par les effets de change négatifs de la lire turque (-67 MEUR) et par les mesures d'économie de la ligne aérienne Turkish Airline (-32 MEUR). De plus, la faillite de la compagnie aérienne Airberlin a mis fin au contrat de catering à la fin de l'année 2017. Le segment « International Event Catering » affiche un recul de 15,9 % à 123 MEUR en raison des effets spéciaux de l'Euro 2016. En revanche, le résultat net du groupe a atteint 24,4 MEUR après 20,8 MEUR au cours de l'exercice 2016/17. Le dividende reste inchangé à 0,85 EUR par action.

Les enseignes d'ameublement Kika/Leiner évitent la faillite

Après avoir acquis en décembre 2017, le magasin amiral de la chaîne d'ameublement *Leiner* de Vienne (7ème arr.), le groupe immobilier *Signa* de l'investisseur autrichien René Benko a racheté en juin 2018 la totalité du groupe *Kika/Leiner* pour environ 450 MEUR, évitant ainsi la faillite. Depuis 2013, le groupe *Kika/Leiner* faisait partie de *Steinhoff International*, distributeur d'ameublement sud-africain coté à la bourse de Francfort. *Steinhoff*, se trouve

actuellement au cœur d'un scandale comptable suite à la découverte d'irrégularités dans les comptes. Le groupe est présent dans 30 pays différents et détient 12 000 magasins, 130 000 employés et a réalisé un chiffre d'affaires de 15 Mrd EUR. *Steinhoff Europe AG* qui a son siège à Brunn am Gebirge en Basse-Autriche, est également propriétaire de l'enseigne française *Conforama* rachetée pour 1,2 Mrd EUR en mars 2011. *Kika/Leiner* emploie en Autriche plus de 5 000 personnes dans 46 magasins et affiche un CA d'environ 800 MEUR. Signa présentera prochainement le plan pour l'avenir de *Kika* et *Leiner* qui détiennent ensemble 21,8 % des parts du marché autrichiens et sont ainsi les numéros deux et trois des chaînes d'ameublement en Autriche après *XXXLutz* (30 % de parts de marché), propriétaire depuis 2016 de l'enseigne française *But*.

Année record pour voestalpine malgré la politique protectionniste des Etats-Unis

Après le recul du bénéfice net de 12,5 % pour l'exercice 2016/17, le sidérurgiste *voestalpine* affiche un bénéfice net en hausse de 55,2 % pour atteindre 818 MEUR en 2017/18. Le dividende par action atteindra 1,40 EUR soit une augmentation de 27,3 %. Au cours de cet exercice, le groupe a investi 895 MEUR et a augmenté le nombre d'employés de 3,9 % qui atteint maintenant 51 600. Deux projets phares attirent actuellement l'attention : la construction de l'aciérie la plus moderne du monde, selon l'entreprise, à Kapfenberg en Styrie et la construction d'une usine pilote à hydrogène à Linz, capitale de la Haute-Autriche. Selon le CEO de *voestalpine* M. Wolfgang Eder, le groupe n'aurait pas souffert d'effets négatifs suite aux tendances protectionnistes de la politique étatsunienne ; le groupe réalisant un CA de 1,2 Mrd EUR aux Etats-Unis ; les 2/3 en production locale.

Transports

L'agence pour les droits de passagers se félicite d'un taux de résolution de 86 %

L'agence de protection des consommateurs en matière de transports (*Agentur für Fahrgastrechte*) a enregistré en 2017 2 342 dépôts de plainte dont 1 719 pour le trafic aérien, 582 pour le trafic ferroviaire et 40 pour le transport par bus avec un taux de résolution de 86 %. Les dédommagements des passagers ont atteint plus de 1 MEUR dont 984 420 EUR pour les passagers du trafic aérien, 46 567 EUR pour le trafic ferroviaire et 1 928 pour le transport par bus. L'agence a été créée en mai 2015, suite à la condamnation en mars 2015 de l'Autriche par la Commission européenne pour non-respect de la réglementation établissant les droits des passagers dans le transport. Depuis sa création, l'agence a atteint des dédommagements des passagers à hauteur de 2,4 MEUR dont 2,3 MEUR dans le domaine du trafic aérien. Les principales lignes aériennes concernées sont Austrian Airlines (41 %), NIKI (19 %), Airberlin (6 %), Eurowings, Lufthansa et easyJet (4 % chacune).

Tourisme

Renforcement de la protection du consommateur

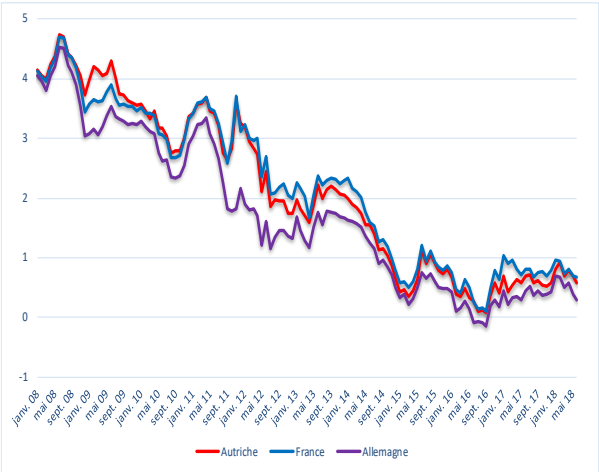
A partir du 1er juillet, les consommateurs qui réservent des voyages à forfait bénéficieront d'un renforcement de leurs droits grâce à la transposition par l'Autriche de la directive UE 2015/2302 sur les voyages à forfait à travers la loi « *Pauschalreisegesetz* ». La nouvelle réglementation non seulement englobe les forfaits traditionnels, mais protège aussi les consommateurs qui optent pour d'autres formes de voyage combiné, dont des forfaits personnalisés, constitués par différents éléments achetés à partir d'un unique point de vente, en ligne ou non. Elle introduit aussi une protection pour les «prestations de voyage liées».

Haut du document

Annexe

Indicateurs de l'activité économique

Evolution des taux actuariels à 10 ans depuis janvier 2008

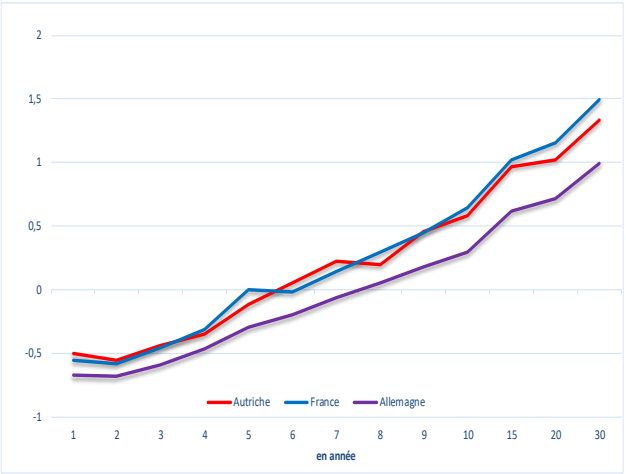


source : Thomson Reuters.

	Max		Min		Actuel	dernier point
Autriche	4,74	juin 2008	0,08	sept 2016	**0,57**	**juin 2018**
France	4,69	juin 2008	0,10	sept 2016	**0,67**	**juin 2018**
Allemagne	4,53	juin 2008	-0,14	sept 2016	**0,30**	**juin 2018**

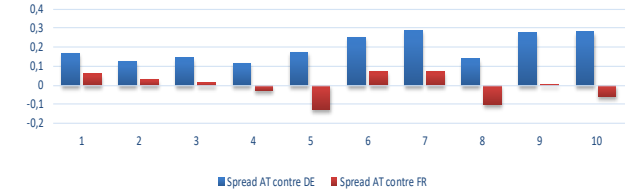
Mise en perspective de la courbe des rendements autrichiens au 30/06/2018

Taux en %



Source : SIX

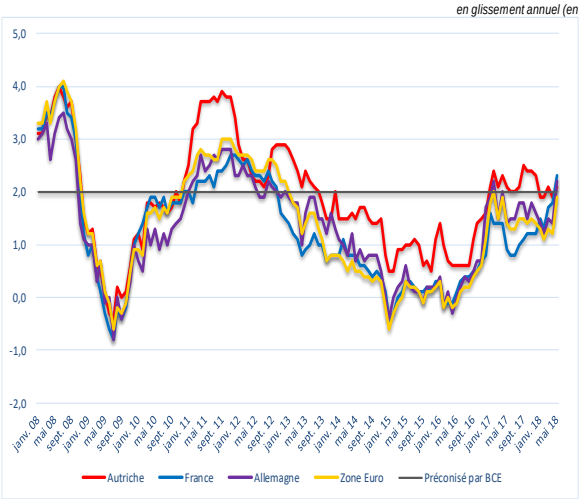
Ecart en points



Source : SIX

Indice des prix à la consommation (IPCH)

en glissement annuel (en %)

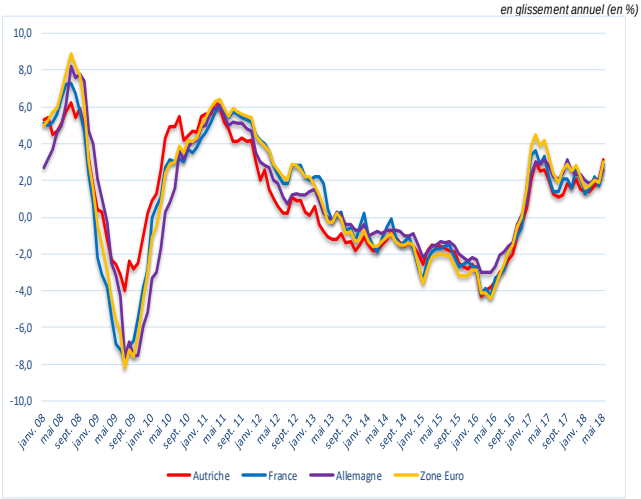


source : Eurostat

en %	Maximum		Minimum		Actuel	dernier point
Autriche	4,0	juin 2008	-0,4	juil 2009	**2,1**	**mai 2018**
Allemagne	3,5	juil 2008	-0,8	juil 2009	**2,2**	**mai 2018**
France	4,0	juin 2008	-0,8	juil 2009	**2,3**	**mai 2018**
Zone Euro	4,1	juil 2008	-0,6	juil 2009	**1,9**	**mai 2018**

Indice des prix de production

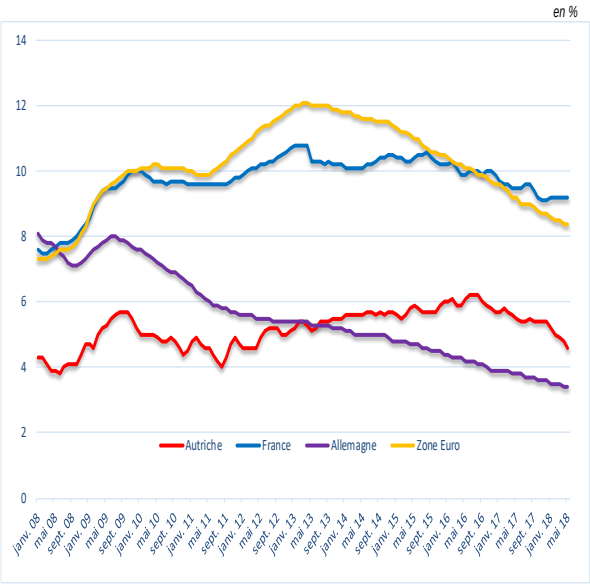
en glissement annuel (en %)



source : Eurostat

en %	Maximum		Minimum		Actuel	dernier point
Autriche	6,3	mars 2011	-4,3	févr 2016	**3,1**	**mai 2018**
Allemagne	8,2	juil 2008	-7,6	juil 2009	**2,6**	**mai 2018**
France	7,3	juil 2008	-7,6	juil 2009	**2,9**	**mai 2018**
Zone Euro	8,9	juil 2008	-8,2	juil 2009	**3,0**	**mai 2018**

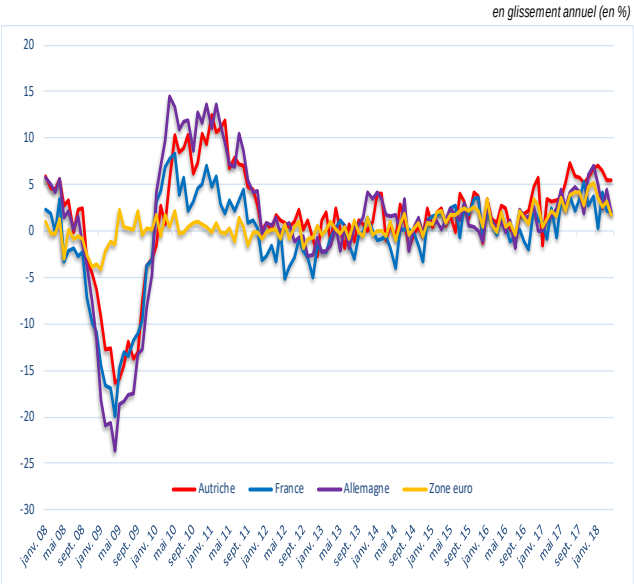
Taux de chômage - évolution depuis janvier 2008



source : Eurostat

en %	Maximum		Minimum		Actuel	dernier point
Autriche	6,2	août 2016	3,8	juin 2008	**4,6**	**mai 2018**
Allemagne	8,1	janv 2008	3,4	mai 2018	**3,4**	**mai 2018**
France	10,8	avr 2013	7,5	mars 2008	**9,2**	**mai 2018**
Zone Euro	12,1	avr 2013	7,3	mars 2008	**8,4**	**mai 2018**

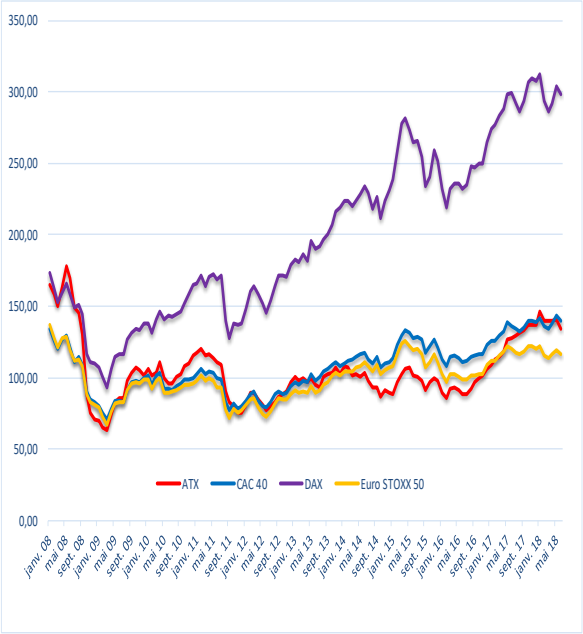
Indice de la production industrielle (hors construction) cvs-cjo



source : Eurostat

en %	Maximum		Minimum		Actuel	dernier point
Autriche	12,4	janv 2011	-16,4	avr 2009	**5,5**	**avril 2018**
Allemagne	14,4	avr 2010	-23,6	avr 2009	**2,0**	**avril 2018**
France	8,3	mai 2010	-19,9	avr 2009	**2,1**	**avril 2018**
Zone euro	5,1	déc 2017	-4,2	janv 2009	**1,7**	**avril 2018**

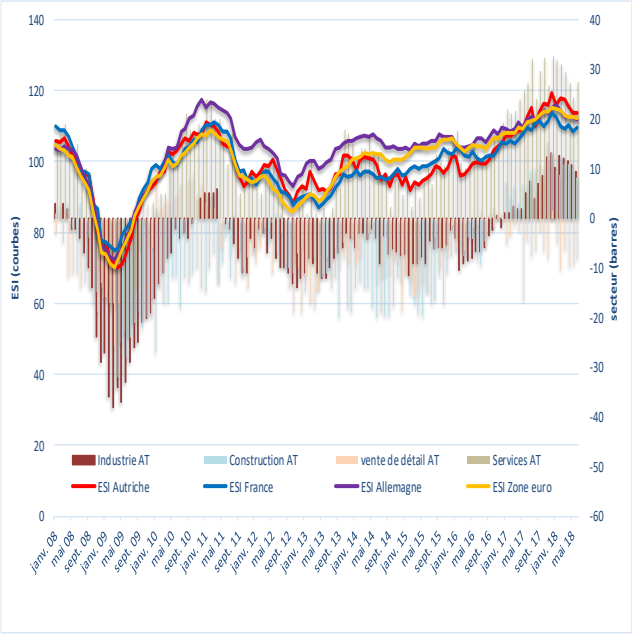
Evolution des indices boursiers européens (base 100 = janvier 2005)



source : Wiener Börse.

dernier point : juin 2018

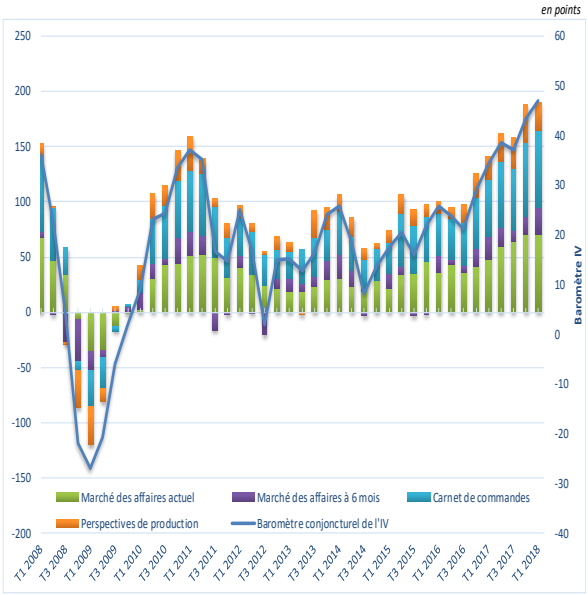
Climat des affaires (Services, Construction, Vente de détail) - depuis janvier 2008



source : OeNB

dernier point : juin 2018

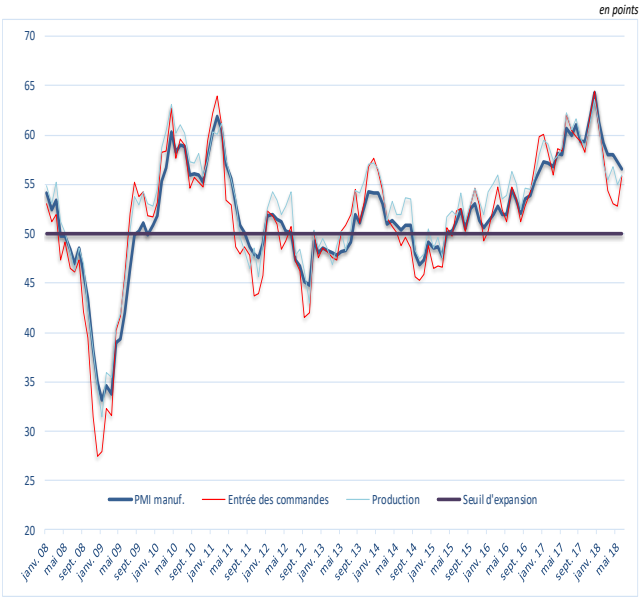
Enquête de conjoncture : IV Konjunkturbarometer (grandes entreprises)



source : Industriellenvereinigung

dernier point : T1 2018

PMI Industrie et sous-indices - depuis janvier 2008



source: Bank Austria Research

dernier point: juin 2018

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à vienne@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur :
Service Économique de Vienne
Adresse : Reisnerstrasse 50/10
1030 Vienne
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont, Margaux Roze des Ordons
Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 6 juillet 2018
Version originelle : Septembre 2013
Rédaction achevée le 30 juin 2018